

## **Bloc notes de Jean-Christophe Cambadélis**

### **25 03 2008**

#### **Chine : Boycott ? Mais boycotter quoi ?**

La politique ouverte par Nixon de reconnaissance de la Chine, tout en protégeant Taiwan avait déjà été explorée par le Général de Gaulle. Son postulat : produire une synergie diplomatique intégrationniste. Elle visait hier à isoler l'URSS à l'époque de la guerre du Vietnam, puis à maîtriser le dragon qui nécessairement se réveillerait. Aujourd'hui elle trouve un débouché pour une industrie occidentale mal-en-point. Il y eu l'intégration dans l'OMC puis les jeux olympiques consacrant la Chine comme un acteur majeur du concert des nations.

Personne ne s'en est ému. Mieux, chacun y est allé de son voyage, gérant plus ou moins adroitement la question des droits de l'homme. Angela Merkel, par exemple, fut plus nette en ce domaine que Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui la répression chinoise au Tibet rappelle malheureusement que la question des droits de l'homme n'a cessé d'être posée. Boycoter les jeux c'est se condamner de les avoir donnés. Par ailleurs, ni les boycotts des jeux de Moscou, ni celui de la coupe du monde de football en Argentine, n'ont produit d'effets.

Ils ont été par contre le prétexte facile, pour les gouvernants de tenir leur population, au nom du nationalisme. Bref, il fallait y penser avant.

Boycotter la séance d'ouverture. Pourquoi pas c'est déjà cela. Mais cela s'adresse surtout à l'opinion occidentale. Il est peu probable que la démarche soit unanime. Et le comité politique du Parti Communiste Chinois ne devrait pas en trembler sur ses bases. Alors que faire ?

Dénoncer évidemment, mais trouver une issue politique. Il faut réclamer une conférence internationale sur le Tibet, comme cela fut fait pour le Kosovo. Il est nécessaire de suivre la voie du Dalaï Lama : pas de boycott des jeux mais une rencontre entre les autorités chinoises et ce dernier qui serait la pierre angulaire d'une reconnaissance. Ensuite c'est aux citoyens du monde entier qu'il faut s'adresser. Il faut taper là où ça fait mal. Il faut toucher le point de force qui est le point de faiblesse. Il faut le boycott des produits chinois. C'est aux citoyens et au monde syndical de réagir, en refusant d'acheter les produits « made in China ». Et là le mouvement associatif et syndical à son rôle à jouer... Le boycott n'est peut être pas là où on le croit.

#### **Premier craquement...Baroin et Novelli en avant garde.**

Dans un week-end peu médiatique, l'ancien porte parole de l'UMP et ancien ministre de l'intérieur, François Baroin relooké de la tête au pied, vient de lâcher une petite bombe. Le député-maire de Troyes, fraîchement réélu, a retiré ses lunettes qui lui donnaient un faux air d'Harry Potter, pour leur troquer la posture du vrai dur. Il indique dans son intervention que les municipales sont une vraie défaite pour la majorité. « Une sanction », a-t-il ajouté, « pas un rééquilibrage ». Cette déclaration sur Canal plus ne doit rien au hasard. Il s'agit de la partie immergée de l'iceberg. Les chiraquiens réinvestissent le champ politique où seul Villepin ferrailait. Au-delà d'une constatation évidente, il s'agit du premier craquement dans la façade sarkozyste de la droite. Que M. Novelli, dans le même week-end, réclame plus d'espace pour les libéraux à l'UMP. Que M. Sauvadet, nouveau centre, critique vertement le pouvoir. Tout ceci annonce des soubresauts dans la majorité lors de la session parlementaire qui s'ouvre. L'inénarrable Mister Copé l'a bien compris. Il nous annonce triomphant avoir obtenu la « coproduction des lois » entre le gouvernement et les parlementaires. Et il paraît que ce fut

un exploit. L'aveu est donc cruel car c'est la démonstration un peu paradoxale de l'aspect godillot de la majorité. Mais cette démarche préventive a un but. Désarmer et contenir la grogne qui va s'amplifier. Tant il est vrai que la défaite est là, les divisions affleurent, les caisses sont toujours vides, la conjoncture mondiale est redoutable, les mouvements sociaux s'aguerrissent, le gouvernement s'obstine, cocktail explosif pour un semestre à haut risque où l'Europe sera présidée par la France.

### **Désaccord avec Lionel Jospin**

Je me suis bien sûr précipité sur Le Monde du 21 mars qui annonce à la Une les fortes pensées de Lionel Jospin. Un texte d'analyse de ce dernier, dans une époque où l'on fait de la politique avec une visibilité à une heure, cela ne se rate pas. Plume à la main je l'ai lu, je l'ai relu, puis encore relu, mais j'ai posé ma plume à la fois déçu, perplexe et passablement en désaccord.

Lionel Jospin résume le moment politique, que dis-je, réduit le moment politique à des déséquilibres. Ne vivons-nous pas plutôt des dysfonctionnements ? Pour remédier à ces déséquilibres, l'ami Lionel propose son nouveau discours de la méthode, alors qu'il faudrait me semble-t-il un : « tout autre chose ». Ce papier donne une impression de déjà-vu. Nous sommes à nouveau dans le « gouverner autrement », article que Lionel Jospin publia lors de son entrée dans le gouvernement Rocard. Cet « autrement » moral qui fut au cœur même d'une campagne présidentielle ratée. La démonstration apparaît en retrait par rapport au dernier ouvrage de Lionel Jospin où nous avons l'ébauche d'une solution. Nous comprenons bien que Lionel ait voulu être positif. Il n'a pas souhaité réitérer la polémique qui s'est déployée, à son corps défendant, autour de son livre et gêna Bertrand Delanoë. Mais une analyse tout entière articulée autour de la mauvaise subjectivité des acteurs politiques, ne nous semble pas tout à fait probante.

Il y a un fil rouge dans l'argumentation de Lionel Jospin. Le point commun entre les déséquilibres pointés : institutionnels, du discours et des actes, de la gauche, des médias, de l'ouverture, c'est le défaut de méthode. Il suffirait que les acteurs en changeant pour que la crise se métamorphose. Il suffirait dans le désordre du monde, de produire des repères et la crise française serait surmontée. Le discours est très jospinien mais est-ce aussi simple que cela ?

Reprenons : D'abord le déséquilibre institutionnel, Lionel Jospin écrit : « Il était certain que la présidence affichée par Nicolas Sarkozy serait source de difficultés » et de conclure le paragraphe par « M. Sarkozy a le devoir de renoncer à l'illusion de la toute-puissance, à la griserie du bon plaisir, à la fusion de la vie privée et de la sphère publique ». Pour juste, imagé, que soit le diagnostique, est-ce suffisant pour le nouvel équilibre de nos institutions ? La méthode Sarkozy est détestable. Elle produit un profond rejet. Mais ce sont les institutions elles-mêmes qui produisent mécaniquement la concentration des pouvoirs. Il aurait été plus juste de prolonger une critique pertinente par celle des institutions. Changer ces dernières n'est ce pas le thème majeur du socialisme moderne. Parlementariser la république n'est-il pas devenu une urgence républicaine ?

Poursuivons : Les deux paragraphes suivants traitent des déséquilibres de l'ouverture et des discours et des actes. Lionel Jospin en appelle à la morale publique. Saine recommandation, mais là aussi est-ce suffisant ? N'y a-t-il pas nécessité dans une république remodelée, reformatée, réinstitutede reconstruire le clivage gauche-droite. *Le monde a changé et nous a*

*changé*, disait Lionel Jospin en son temps. Si la gauche veut garder ses ouailles. Il lui est nécessaire de fixer à nouveau le Graal. C'est à partir d'une définition claire d'un périmètre novateur et efficace que la gauche peut reconstruire une identité -Je dirais une croyance- et c'est sa pertinence qui réduit les démarches individuelles. Enfin, la dichotomie entre les promesses et les faits ne sont-elles pas inhérentes à un socialisme qui s'accroche à un surmoi marxiste de rupture ? Ce socialisme-là cherche dans chaque revendication la rupture maximale avec le système capitaliste. Alors que la démarche pour l'émancipation pourrait permettre de définir des propositions réalistes et de les tenir. Bref, il ne s'agit pas seulement de morale, de méthode, mais bien de politique comme nous l'a souvent enseigné Lionel Jospin.

Puis Lionel aborde la question des déséquilibres dans la gauche. Nous sommes un peu surpris que le Premier ministre de la gauche plurielle n'évoque que le Parti Socialiste mais enfin... On applaudit à la formule : « le PS doit surmonter ses déséquilibres ... La contradiction entre ses succès locaux et ses échecs nationaux ». Mais lorsqu'il en conclut que le leadership est la pierre angulaire du renouveau, là on est perplexe.

La pensée de Lionel Jospin nous semble ici tout entière à ramasser : le prochain congrès doit d'abord régler la question du leadership.

Il écrit : « les difficultés ne sont ni programmatiques, ni stratégiques ». Honnêtement nous pensons l'inverse, le problème du socialisme est d'abord programmatique et stratégique.

Ici la dialectique rigoureuse de Lionel Jospin bute sur un non dit, mais déjà écrit dans un précédent ouvrage. C'est le défaut de leadership de François Hollande qui serait à la base du dysfonctionnement et des défaites. Des esprits facétieux – mais Jospin ne les goûte guère – pourraient plaider que les victoires aux municipales et aux cantonales prouvent le contraire. Passons ! Nous savons combien le PS a été instrumentalisé dans le rejet de Sarkozy. Revenons donc à notre sujet. La concentration sur la question du leader a un objectif. Lionel Jospin n'ignore rien des objections, il veut nous obliger à un choix. C'est une façon apparemment rationnelle d'induire un tout sauf Ségolène Royal. Il fixe le terrain –trancher avant tout la question du leadership- puis on constate qu'il n'y en a que deux, Ségolène Royal et Bertrand Delanoë et on nous oblige à trancher.

C'est tout à la fois dangereux pour l'union, inefficace pour la production d'idée, et inopérant pour le redressement ou le renouveau du PS. L'argument n'est pas nouveau c'est même un classique. Après chaque défaite, après chaque crise, la question du leader est censée concentrer la réponse aux problèmes du socialisme. C'était déjà la solution après le congrès de Rennes avec le compromis qui donna à Michel Rocard la Présidentielle, à Laurent Fabius le PS. Ce fut aussi le cas après notre déculottée de 1993. Michel Rocard s'imposa, la défaite aux européennes l'évinça. Mais dans les deux cas, le débat se concentra sur le leader. On alla même chercher Jacques Delors. Ce fut toujours le cas après la défaite de Lionel Jospin en 2002, il n'y avait pas d'autre urgence que de conforter le leadership de François Hollande face aux demandes de renouveau de NPS et de la gauche du parti.

Les mêmes causes produiront les mêmes effets. Car la crise de leadership ne sera définitivement réglée que par la victoire d'un socialiste aux présidentielles. En attendant tout est transitoire. Et cadenciser cette réalité peut créer des situations imprévisibles.

Le PS a urgemment besoin d'idées, de collectif, de reconstruction et ceux-ci ne procéderont pas d'une présidentialisation du PS. Le cœur du désaccord réside dans l'impérieuse nécessité

de déprésidentialiser le PS pour libérer le socialisme alors que Lionel se range du côté de sa présidentialisation comme substitut à sa crise. Il écrit: « il faut choisir un leader ». Nous avons envie de lui répondre : « La crise du socialisme moderne ne se réduit pas à la crise de son leadership ». C'est avant tout une crise des buts et des moyens du socialisme dans la mondialisation et de la stratégie pour reconquérir le pouvoir.

Quant au dernier paragraphe sur le déséquilibre médiatique, il est évidemment bien vu et bienvenu. Michel Rocard avait déjà lancé dans Libération, un retentissant « laissez nous travailler ». Mais précisément si le congrès se réduit à un choc des ambitions il est peu probable que les médias nous laissent travailler. Le congrès se réduira à un ping-pong de petites phrases arbitrées par des sondages.

L'extraordinaire pression sur les militants pour que le choc ait lieu est d'abord une pression médiatique. Le premier acte est de se sentir capable de dire... Le problème du PS est de définir une alternative crédible à la droite. Le deuxième réside dans une clarification de la nature de cette formation politique et de sa stratégie. Le troisième est de saisir la chance historique de devenir le parti de toute la gauche. Enfin viendra le leadership qui sera en deux temps, incarner cette démarche reconstructrice puis préparer les conditions d'une désignation praticable de notre candidat aux élections présidentielles. Tout en intervenant dans les questions qui se posent aujourd'hui à la France et en assurant une victoire aux Européennes et aux régionales.

A travers toutes ces questions, Lionel Jospin nous propose un nouvel équilibre qui ressemble à un plaidoyer pour un âge d'or révolu. Alors que la question dans tous les domaines et celle d'une réorientation puis d'un renouveau – j'allais dire une rupture... dommage c'est galvaudé -. Il nous semblait que c'était pourtant le message d'un excellent livre qui pronostiquait « l'impasse ».

### **Mise au point**

A l'occasion de la sortie d'un petit papier dans Le Monde, tentant de répondre à la crise institutionnelle, à la stratégie et au congrès. On a fait du « tam tam » sur un front anti-Ségolène. Formidable !!!

Les « reconstructeurs » sont les seuls à rassembler les partisans des trois candidats à la primaire en 2006 dans le PS. Et nous serions dans l'éviction de Ségolène Royal. Certains journalistes allant jusqu'à dire qu'il y aurait ensemble les amis de DSK, de Laurent Fabius, de Martine Aubry et d'Arnaud Montebourg et aucun « Ségolénistes ». Rappelez moi Arnaud Montebourg, il était quoi ? Porte parole de qui ? N'a-t-il pas été le premier des Ségolistes ? Nous ne sommes pas dans un « tout sauf Ségolène » mais dans un « tous contre la présidentialisation du PS », un « tous contre la division », un « tous pour la rénovation » !